

<https://www.laicite-aujourd'hui.fr/?Presidentielles-2012-les-eveques>



Présidentielles 2012 : les évêques déjà en campagne ?

- ACTUALITÉS - France -

Date de mise en ligne : jeudi 20 octobre 2011

Copyright © Laïcité Aujourd'hui - Tous droits réservés

Le 3 octobre 2011, le Conseil permanent de la **Conférence des évêques de France** publie cet appel aux chrétiens : " durant les prochains mois, notre attention sera largement sollicitée par la préparation des élections présidentielles et législatives... "

<http://www.eglise.catholique.fr/conference-des-vevques-de-france/textes-et-declarations/elections-un-vote-pour-quell-e-societe--12713.html>

Au delà du droit légitime à l'expression, n'avons nous pas affaire en cette circonstance à une démarche cléricale ?

Cléricalisme : selon le dictionnaire Le Robert : immixtion du clergé dans la politique, volonté d'imposer à tous des principes et une morale issus d'un dogme.

Alain Vivien leur répond en rappelant que dans une république laïque leur position ne peut engager qu'eux-mêmes :

"Les évêques catholiques français ont l'habitude de publier une prise de position commune à la veille des scrutins politiques majeurs. Cette déclaration, en dépit de sa tournure officielle, n'engage qu'eux-mêmes. L'Église catholique n'est pas encore entrée dans l'ère contemporaine qui donnerait voix au chapitre, si l'on peut dire, aux fidèles qui sont aussi l'église, au même titre que la cléricature qui s'exprime en leur nom."

Il poursuit :

"Quoi qu'il en soit, on ne peut que se féliciter d'entendre la conférence épiscopale dénoncer avec consternation les affaires et le climat délétère qui en découle, tout en regrettant que les évêques se soient bornés à une condamnation morale sans recherche des causes ni des responsabilités. Curieusement, les évêques qui s'expriment librement comme tout un chacun en France insistent sur un point particulier, affirmant que les catholiques n'entendent pas être des citoyens interdits de parole dans la société démocratique. Selon eux, l'intolérance à l'égard de l'Église catholique et des religions en général ne constitue pas seulement des vestiges du passé. Il serait opportun que soit clairement explicitée l'intolérance dont le catholicisme serait actuellement victime dans notre pays. Une telle allégation semble rejoindre les initiatives de Radio-Notre-Dame qui a organisé le 11 octobre un colloque sur le thème : les catholiques doivent-ils se laisser taper dessus ? (sic). Dans le même esprit plaintif, un certain Massimo Introvigne, récemment présenté à Radio Vatican comme délégué de l'OSCE, a déploré le 13 septembre, les exactions commises à l'encontre des églises et des cimetières qui se multiplieraient actuellement en France, selon l'interprétation très personnelle qu'il fait lui-même de statistiques provenant des services de la gendarmerie (Massimo Introvigne, très lié au Vatican, n'est pas un inconnu en France en raison de l'indulgence qu'il a manifestée, il y a quelques années, à l'égard des sectes multinationales).

Ces prises de position, par leur caractère simultané, annoncent-elles une campagne de lobbying ? Certains esprits semblent la souhaiter, parfois même au-delà des cercles intégristes. Est-ce le droit à la libre critique des religions, comme de tous les faits sociaux, qui serait visé avant d'être remis en cause ? L'exemple de l'Irlande qui, depuis janvier 2011, a introduit dans son

code pénal le délit de blasphème, est signe inquiétant de dérives incompatibles avec les droits de l'Homme reconnus dans la Charte européenne.

La Déclaration de la conférence épiscopale, par ailleurs, plaide à juste titre en faveur d'un traitement plus humain de l'immigration et pour une plus grande justice (économique et sociale), en veillant à l'équité des salaires, des prix et des échanges, de telle sorte que soient corrigés les écarts disproportionnés de richesse. Qui ne souscrirait à ces vérités d'évidence, si elles ne se bornaient à enregistrer un constat ?

Plus gravement, la conférence ne s'autorise aucune ouverture sur les grandes avancées de la société contemporaine. Rien sur les causes du mouvement des prêtres protestataires qui s'étend désormais à plusieurs pays. Rien sur les droits des personnes homosexuelles, pas une ouverture sur les recherches sur l'embryon qui ouvrent un champ immense au progrès

de la médecine. Rien non plus sur le droit de mourir dans la dignité qui ne se résume pas au développement souhaitable de l'accompagnement.

Les candidats aux prochaines élections (qui sont invités à s'engager sur la faisabilité de leur programme (et) sur la qualité des choix de société qu'il implique) pourront-ils espérer gagner ainsi le mythique « vote catholique » ?

Octobre 2011

Alain Vivien

Il nous apporte cette autre information sur le même site :

De futurs évêques « légionnaires » ?

"Le pape vient de confier la dernière session de formation des évêques aux « Légionnaires du Christ », mouvement intégriste multinational d'origine latino-européenne, qui concurrence depuis plusieurs années celui de l'Opus Dei.

Ce choix s'inscrit dans une stratégie de reprise en main, fort éloignée de l'esprit et de la lettre de Vatican II. Elle intervient au moment où les dissidences Lefévristes sont invitées avec une certaine insistance à regagner le bercail, moyennant quelques concessions encore peu distinctes."